



l'humain d'abord

Pascale Soulard
Candidate Front de Gauche
2^{ème} circonscription de la Sarthe

Au,
Collectif SDU CLIAS 72 FSU

Le Mans, Vendredi 8 juin 2012

Mesdames, Messieurs,

Je viens de recevoir votre lettre-Questionnaire ouverte, vous me faites part de vos propositions et revendications pour une politique ambitieuse pour la petite enfance.

Je partage avec vous, l'intérêt de permettre à toutes les familles d'accéder à un mode d'accueil de qualité ou à l'école maternelle, sans barrière financière.

Dans notre programme du Front de gauche nous proposons notamment d'allonger le temps scolaire « **droit à la scolarité dès 2 ans, scolarité obligatoire de 3 à 18 ans** ». Je vous adresse ci-dessous un extrait de la partie concernant ce que nous dénommons :

« L'ÉMANCIPATION HUMAINE EN TÊTE, DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ, PARTAGER LES SAVOIRS.

Je suis en accord avec l'ensemble de vos propositions, je n'ai pas le temps de développer aujourd'hui, mais sachez que notre intention, est de décider avec vous, rien ne doit, en effet, se décider sans les acteurs, les populations.

Je prends l'engagement, une fois élue par le peuple, **de faire et d'agir avec lui !**

Ainsi je mettrai en place des ateliers législatifs, afin de construire et débattre ensemble des propositions de lois et de résolutions. Les députés FDG, à l'assemblée, soutiendront le prolongement des luttes et aspirations des salarié(e)s et de la population.

Nous avons porté, dans le front de gauche et avec nos assemblées citoyennes, une attention particulière, sur dossier « Ecole-éducation » en proposant un débat public, le 24 mai dernier, dans le cadre de la campagne commune des Présidentielles et des Législatives.

Dans le programme du front de gauche, nous présentons des orientations et propositions, que bien entendu, nous continuons à les mettre en débat.

Oui Nous avons sorti Sarkozy, le président de la régression sociale, des inégalités et des injustices.

Oui nous y avons largement contribué, car, sans le 4 millions de voix qui se sont portées sur JL Mélenchon, l'histoire aurait pris un autre chemin !

F.Hollande, Président, c'est un pas important, mais cela n'assure pas, pour autant le changement nécessaire, auquel aspire notre peuple.

Il est indispensable de porter à l'assemblée des femmes et des hommes déterminés

-À affronter les puissances de l'argent,

-À s'opposer aux politiques d'austérité,

-À remettre en cause le pacte européen Merkel-Sarkozy au profit d'une Europe de la solidarité et du progrès social,

-À donner de nouveaux pouvoirs aux citoyens dans nos villes et nos villages comme dans les entreprises.

Les députés du front de gauche s'engagent à ne ratifier aucun traité qui n'aura pas été réellement modifié et nous demanderons, en tout état de cause, à consulter les citoyens.

Les élections législatives des 10 et 17 juin, revêtent une importance capitale, plus que la présidentielle, ce sont elles qui donneront, le tempo, le mouvement, la couleur de la nouvelle majorité parlementaire.

A ceux qui ont voulu assurer la gauche au 2ème tour de la présidentielle.

Nous leur disons, il n'est plus l'heure d'en rabattre sur ses valeurs, sur ses envies de changement.

Il faut faire en sorte que le groupe Front de Gauche pèse, soit écouté, nous ne voulons pas seulement un groupe pour témoigner dans un coin de l'assemblée, mais un groupe utile, dont les suggestions seront prises en compte.

Nous pensons simplement, au fond que **10 députés socialistes de plus ou de moins, ne changeront rien à l'orientation politique gouvernementale, 10 ou 20 députés de plus Front De Gauche, peuvent tout changer !**

Pour donner véritablement de la couleur au changement !

Pascale Soulard

Extrait du « Programme du Front de Gauche »

Extrait de notre programme du Front de Gauche

9. L'ÉMANCIPATION HUMAINE EN TÊTE

La finalité de notre projet est l'émancipation, en créant les conditions pour que chacune et chacun puisse construire sa vie libéré(e) de toute domination et développer ses potentialités. L'organisation de la société doit donc permettre à chacun d'être maître de soi-même et de son

existence par des politiques publiques qui placent en leur cœur les enjeux de culture, d'art, de savoir, de création, de maîtrise et de développement de son corps.

Agir tout de suite

Abrogation de la loi de 2003 sur l'assurance-chômage des intermittents du spectacle et création d'un système mutualisé pérenne.

Plan de recrutement dans l'Éducation nationale.

Abrogation de la loi LRU et du Pacte pour la recherche.

Agir pour un changement durable

Doublement du budget public de la recherche dans la législature.

1 % du PIB consacré à l'art, à la culture et à la création.

Loi contre les concentrations dans les médias et pour défendre la presse d'opinion.

Adoption d'une loi-cadre sur le sport.

DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ, PARTAGER LES SAVOIRS

Nous combattons la mise en concurrence des établissements et reviendrons sur toutes les mesures qui visent sous couvert d'autonomie à instituer un marché de l'éducation.

Nous affirmons la nécessité d'une politique nationale de l'éducation dans une logique de service public, pour une véritable gratuité et égalité d'accès aux savoirs sur tout le territoire.

Nous agirons concrètement pour que la production de connaissances et la formation soient libérées de la logique du marché et de la rentabilité financière et permettent l'établissement d'une culture scolaire commune pour tous par l'appropriation de savoirs ambitieux.

Nous construirons une école émancipatrice qui permette l'élévation pour tous du niveau des savoirs acquis et des qualifications reconnues.

Pour ce faire, nous allongerons le temps scolaire : droit à la scolarité dès 2 ans, scolarité obligatoire de 3 à 18 ans.

Pour combattre son éclatement, nous reconstruirons une école qui élève pour toutes et pour tous le niveau des connaissances communes et prépare les élèves – par des pédagogies adaptées à chacun – à poursuivre leurs études jusqu'à 18 ans et le plus possible au-delà du lycée. Nous repenserons la progressivité entre les niveaux d'études, tout en conservant le cadre des disciplines.

Nous redéfinirons les programmes, et plus globalement l'école, en prenant comme point de référence l'élève qui n'a que l'école pour apprendre.

Le soutien scolaire sera assuré par le service public de l'Éducation nationale.

Nous soutiendrons la relance de la recherche en éducation, le développement de la formation initiale et continue, et la création de temps d'échanges pédagogiques dans les établissements.

Nous lancerons un plan de lutte contre les inégalités sociales à l'école.

Nous mettrons en place des observatoires des inégalités rassemblant dans les territoires des élus, des parents, des enseignants, l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale et des élèves à partir du collège ainsi que des personnalités associées.

Les Représentants des personnels constitueront 50 % de ces observatoires. Nous soutiendrons les projets des communautés scolaires qui créent les conditions d'une vie d'établissement contribuant à la réussite des élèves.

Nous rétablirons une nouvelle sectorisation scolaire avec plus de moyens pour les établissements qui en ont le plus besoin.

La loi LR U (Libertés et responsabilités des universités) adoptée en août 2007, elle organise l'autonomie des universités, avec augmentation des pouvoirs de leur président (élu désormais par le seul conseil d'administration, où la présence du monde économique est renforcée et qui devient le seul conseil non consultatif) notamment sur les affectations et la gestion, et désengagement massif de l'État qui mènera à terme à un système à deux vitesses, celui des « grands pôles » investis par les financements privés, et des petites universités qui, mises face à la nécessité de trouver des sources de financement, devront notamment augmenter les droits d'inscription et supprimer les filières non rentables. Elle s'appuie en amont sur le rapport Hetzel de 2006 : rapprochements avec le privé, politique de « visibilité » et alignement sur les critères du classement de Shanghai (qui ne prennent pas en compte la production du CNRS : 50 % de la recherche française !).

Nous stopperons les suppressions de postes et engagerons un plan de recrutement dans l'Éducation nationale sous statut de la fonction publique d'État rétablissant, notamment, tous les postes supprimés.

Nous développerons le pré recrutement des enseignants pour que cette profession reste accessible à tous les milieux sociaux, quel que soit le niveau de recrutement.

Nous rétablirons les postes de conseillers d'orientation-psychologues et procéderons à des recrutements pour que tous les jeunes aient accès au service public d'orientation. Les Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased) seront rétablis dans leurs moyens.

...